

LE MANGEUR, L'ACHETEUR ET LE BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX DE FERME

Unni Kjaernes et Randi Lavik*

Une étude dans sept pays
européens

La population européenne se préoccupe de plus en plus des animaux, de leur vie et de leur relation à l'être humain. A en croire les discours publics, les mobilisations sociales et les initiatives politiques, le bien-être des animaux de ferme semble faire partie des nouvelles priorités de nos sociétés, en tant que problème social, que celles-ci doivent prendre en considération (Blokhuis *et al.*, 2003). Cette tendance se reflète également dans des initiatives commerciales, avec un certain nombre de projets dont l'objectif est de se différencier sur le marché ou d'améliorer sa réputation et sa légitimité. Les sondages d'opinion montrent que le public s'inquiète de la façon dont le bétail est traité (European Commission, 2005). Les débats actuels se caractérisent par l'association faite entre le bien-être

animalier et l'individu « consommateur ». Partant de données issues des sondages, cet article cherche dans un premier temps à explorer cette perspective particulière qu'est la relation entre les hommes et les animaux d'élevage et la façon dont ces derniers sont traités, pour ensuite aborder la question du point de vue des individus, acheteurs et consommateurs.

Dans la mesure où les animaux sont gardés pour les besoins des hommes, leur bien-être est très largement tributaire de la manière dont les hommes les traitent. Selon Ingold, l'émergence des sociétés pastorales a vu la relation entre hommes et animaux passer d'une relation de confiance à un principe de domination – le fait que l'homme se préoccupe des animaux ne remet pas en question sa position de

* Traduction anglais/français de Miriam Perier

maître (Ingold, 1994). Pour d'autres, les animaux domestiqués font partie du monde des objets, ils sont en quelque sorte des « choses ». La notion d'« animal machine » de Descartes se trouve mise à mal par la reconnaissance croissante de la douleur que les animaux peuvent endurer. Mais cela n'exclut pas la question de la domination. Il existe des tensions entre le souci du bien-être des animaux et d'autres types de préoccupations humaines, y compris celles sous-tendues par le contexte du marché de production animalière (Buller & Morris, 2003), ou celles liées à la relation à la nourriture, comme l'hygiène et le goût. Ces conflits se sont exprimés par exemple dans les mouvements de défense des droits des animaux (Singer, 1985), mais on a plus largement tendance à se concentrer sur un équilibre « pragmatique » entre les besoins des hommes et ceux des animaux, qui rend la question de la domination moins contestable. Cela se reflète notamment dans le discours moral, par lequel les philosophes soulignent la responsabilité éthique des individus dans la prise en compte du bien-être des animaux lorsqu'ils font des choix. (voir Korthals, 2004). La vision morale de la responsabilité des individus est également manifeste dans un certain nombre d'études économiques dans lesquelles le bien-être animalier est perçu (sans doute quelque peu paradoxalement) comme un « attribut du produit » de la même manière que le goût et le prix, et dans lesquelles les priorités se reflètent dans la demande (voir Bennett & Blaney, 2002). On considère souvent que si les gens se sentent concernés, ils font peu en pratique. La principale explication met en avant l'idée d'un processus qui oscille entre deux pôles, et où l'intérêt individuel aurait trop pris le dessus. Le problème social du bien-être des animaux de ferme est conçu autour de l'idée du refus des consommateurs de payer plus pour ce bien-être. Ceci signifie un déplacement de la problématique, d'un bout à l'autre de la chaîne de production alimen-

taire (de l'éleveur au consommateur)¹. La principale mesure d'amélioration consisterait à éduquer la population et la convaincre d'être plus responsable dans ses achats, ce qui modifierait le marché – et l'élevage – en conséquence.

S'il y a, en sciences sociales, une longue tradition de critique de l'*Homo economicus*, cet individu égoïste qui fait des choix rationnels, peu de ces travaux semblent avoir abordé cette notion en termes de bien-être animal. L'attention s'est en effet concentrée autour des droits fondamentaux des animaux en tant que sujets ou demi-sujets, de la relation quasi humaine que les individus entretiennent avec leurs animaux de compagnie, et de la perception plus large de la Nature et du sauvage. (Buller & Morris, 2003, Tovey, 2003). Si la notion de bien-être animalier est spécifiquement évoquée, il est rare que l'on aborde le caractère des relations entre hommes et animaux au travers de l'alimentation et des actes d'achat, de préparation et de consommation de cette nourriture. La référence, pour peu qu'elle soit faite, est paradoxalement celle d'un consommateur « décontextualisé », implicitement un acheteur rationnel, ce qui reconnaît le contexte du marché mais ne remet pas en question une lecture économique de la consommation. Nous pensons que le bien-être des animaux devrait être perçu comme dépendant du caractère spécifique de la production commerciale de nourriture, tout en reconnaissant que la relation de l'homme à l'animal, telle qu'elle existe par la production alimentaire, dépasse la seule relation économique.

La relation de l'homme à l'animal et les processus transformant les animaux vivants en nourriture sont généralement perçus comme allant de soi, normalisés. Nous allons tenter de voir dans quelle mesure la légitimité du traitement des animaux et de la

¹ Dans le cadre d'un paradigme économique, ceci découle logiquement d'une lecture du marché « *consumer driven* » et l'idée du client roi dont les demandes et les préférences se reflètent parfaitement dans l'offre.

consommation de viande peuvent être remis en question. Sommes-nous en mesure d'observer un processus d'«ouverture»? Il est possible d'identifier deux aspects différents de cette ouverture: le premier suit ou est indiqué par le bien-être des animaux d'élevage en tant que question sociale, ce qui implique que les problèmes passent de la sphère privée à la sphère publique. Alors que le bien-être des animaux de la ferme a été (et demeure) la préoccupation des fermiers, dans une certaine mesure également celle des inspecteurs vétérinaires, il tend à être de plus en plus problématisé et politisé, interrogeant ainsi l'ampleur des difficultés, ce qui est bon pour les bêtes, les projets d'amélioration envisageables, etc. La division sociale des responsabilités est importante, et contrairement à la question des animaux domestiques, dans notre étude, les individus ordinaires ne sont concernés qu'indirectement, dans leurs rôles ou leurs aptitudes en tant que citoyens et acheteurs. Mais une autre ouverture existe qui découle des manières particulières dont les relations de l'homme à l'animal ont été institutionnalisées via la nourriture, c'est-à-dire largement fondées sur la séparation. Tels sont les effets qu'une attention et une problématisation peuvent avoir sur les manières implicites et normalisées dont les animaux sont transformés en nourriture, révélant et rappelant aux gens des questions qui peuvent soulever des dilemmes éthiques et des difficultés en termes de classification. Cet aspect fait plus référence aux individus qu'aux mangeurs. Cet article explorera ces aspects en se demandant si le bien-être des animaux est ou non une préoccupation de l'opinion publique européenne. Les individus y lient-ils leurs achats? Comment s'expriment les rapports qui sont faits entre l'acte de manger et le bien-être des bêtes? Les actes d'achat et/ou de s'alimenter constituent-ils des arènes d'action légitimes pour

agir en faveur de ce bien-être? Nous partons de l'hypothèse selon laquelle les implications des individus dans la question du bien-être animalier – en tant que citoyens, acheteurs et consommateurs – varient selon les pays européens en fonction des marchés et des procédures réglementaires, et des traditions culturelles autour de la nourriture et des animaux. Cette contribution discutera dans un premier temps et en détails certains aspects structurels et institutionnels des relations de l'homme à l'animal, telles qu'elles figurent dans nos sociétés contemporaines, par le biais de la nourriture. Du point de vue empirique, ce travail se fonde sur des enquêtes d'opinion dans sept pays européens. Ensuite, après avoir décrit les données, nous aborderons la question de savoir comment le bien-être des animaux de ferme intéresse l'opinion publique européenne, et dans un troisième temps, nous explorerons plus en détail la manière dont, et jusqu'à quel point, ceci est lié aux activités d'alimentation.

LES RELATIONS DE L'HOMME À L'ANIMAL PAR LA NOURRITURE COMME PROCESSUS D'INSTITUTIONNALISATION²

La viande fait partie des habitudes alimentaires des Européens. En tant que nourriture, elle a une matérialité: des nutriments, une texture et une odeur. Mais la transformation de ces éléments en quelque chose qui peut être ingéré, incorporé, est un processus social qui est largement régulé par une organisation, des normes et des classifications. La sociologie et l'ethnologie se sont largement intéressées à la ques-

² Ce qui suit se fonde largement sur les travaux de Kjærnes, 2005, qui a elle-même largement collaboré avec M. Miele, M. Korthals, J.-P. Poulain, L. Petterson, R. Bennett, et C. Cowan. Voir Kjørstad, 2005.

tion de la relation entre les hommes et les animaux, et surtout à la question de tuer pour manger (Leach, 1980, Vialles, 1987, Fischler, 1990, Fischler, 1998, Méchin, 1998, Poulain, 1998). L'animal ne doit ni être trop proche, ni trop éloigné de l'homme pour pouvoir être comestible. Avant tout, ce sont les catégories intermédiaires, c'est-à-dire le gibier et les animaux d'élevage³, qui sont considérées comme comestibles, à l'inverse des catégories « sauvages » ou « de compagnie », plus problématiques (Leach, 1980, 263 – 297). Une certaine ambiguïté autour de ces classifications peut également les rendre non comestibles (Douglas, 1970). Mais il existe d'importantes distinctions dans ce système de hiérarchie en fonction du degré de proximité. Vialles (1987) met en avant deux approches significatives : l'approche « zoophagique » et « sarcophagique ». Une personne à tendance « zoophagique » distingue clairement la différence entre l'animalité et l'humanité, ce qui lui permet de manger de la viande sans problème. Pour le « sarcophagique », la viande n'est comestible que si son origine est cachée, si l'animalité même de la bête est diminuée ou a totalement disparu. Fischler pousse plus loin cette idée en montrant les mécanismes utilisés par la cuisine moderne pour cacher l'origine animalière des produits à base de viande. Il montre que les vocabulaires culinaire et d'élevage sont utilisés dans le processus de classification des animaux pour cacher la nature même de l'animal. Ceci explique pourquoi les anglo-saxons élèvent des *sheep* et des *calves* mais mangent du *mutton* et du *veal*⁴. On peut ainsi appréhender un certain nombre d'efforts faits dans le marketing de la viande pour éviter de rappeler par le texte ou l'image l'origine vivante des animaux (et tout particulièrement l'élevage intensif et industriel). Cette étude prétend que les Français sont moins « sarcophagiques » que les Européens du Nord.

Mais la nature comestible de la viande est également liée au traitement de l'animal et à son abattage. Ceci ne peut avoir lieu sans une certaine précaution symbolique. Il est nécessaire de prendre en considération les domaines mythiques et religieux pour comprendre le processus de légitimation de l'abattage des animaux. Poulain aborde cette construction dans trois types de sociétés : les sociétés de chasseurs ; les sociétés pastorales dans lesquelles une relation privilégiée s'établit avec les animaux qui sont élevés ; et les sociétés modernes néo-techniques (Poulain, 2002). Dans les sociétés de chasseurs, il y a de nombreux exemples de prières ou même d'excuses adressées à l'esprit de l'animal au cours de cérémonies sacrificielles. Dans les sociétés pastorales ou agricoles-d'élevage, une autorisation divine est souvent nécessaire. Ainsi, certains rituels rassurent le mangeur en rendant la mort de l'animal acceptable du point de vue moral, évitant de la sorte qu'elle ne devienne une source d'anxiété, la mise à mort étant faite par un représentant ou sous les auspices de Dieu. Ceci aide à légitimer l'abattage des animaux. Dans les sociétés modernes occidentales, tuer des animaux pour se nourrir, et le faire de manière laïque, non religieuse, est une des conséquences de l'influence du christianisme. La production animalière est particulièrement significative dans la nourriture moderne. Si l'on décompose la viande suivant ses ingrédients primaires, elle perd de son animalité et de sa vitalité. « Dans l'industrie alimentaire, l'animal est devenu un objet, voir même moins que ça, rien qu'une chose » (Fischler, 1990, 133). Un processus tayloriste d'abattage dilue la responsabilité dans la mort de l'animal, et réduit ce dernier à un morceau de viande, pour rendre de la dignité à l'animal (Vialles, 1987).

Si d'un côté y a une « réification » et une « déanimalisation » de la viande, il y a en même temps une

³ Ndlr : nous avons choisi de traduire « *domesticated animals* » par « animaux d'élevage » pour éviter toute confusion avec les animaux dits « de compagnie » également appelés « animaux domestiques » en français.

⁴ Ndlr : cette distinction n'existe pas en français. On parle en effet de moutons et d'agneaux, qu'il s'agisse d'élevage ou d'art culinaire. Nous avons donc laissé les termes en anglais dans le texte. En France, en revanche, on distingue par exemple « cochon » et « porc ».

sorte de compensation paradoxale dans laquelle l'animal vivant, dans son « état naturel », est personnifié et humanisé. Les développements scientifiques, comme on en trouve en ethnologie, soulignent les complexités du comportement animalier, ce qui contribue à transformer l'image moderne de l'animal qui devient ainsi intelligent et capable de ressentir des émotions. Pour les gens ordinaires, les animaux de compagnie sont assimilés à des personnes, gagnant par là un statut très élevé, et faisant ainsi l'objet d'une attention exagérée (Franklin, 1999). Ils deviennent littéralement des membres de la famille. Il y a une identification entre cet animal domestique et l'homme, ainsi qu'une projection des besoins humains sur la bête. Les animaux obtiennent le statut de sujet (ou de demi-sujet, Kjærnes & Guzman, 1998), un statut indépendant qui les éloigne de l'objet d'exploitation de l'homme. Les baleines, par exemple, ne doivent plus être chassées du fait de leur individualité particulière. Dans la sphère publique, cela s'exprime par des mobilisations en faveur des droits des animaux dans le cadre des expérimentations scientifiques, des spectacles et de la production de viande (voir Singer, 1985). Ces phénomènes de « personnification et de réification » peuvent être perçus comme un signe du statut ambivalent des animaux dans nos sociétés modernes, questionnant par la même la place de l'homme et l'ordre naturel des espèces animalières, et rendant la question de l'abattage des animaux difficile à gérer. La crise récente de la « vache folle » en est un exemple révélateur.

Mais la question du bien-être des animaux ne doit pas être isolée. Des transformations ont lieu dans les technologies et l'organisation impliquées dans la production alimentaire, ce qui affecte de manière significative les relations sociales. A l'heure actuelle, les questions de légitimité sont prioritaires dans le milieu alimentaire; elles sont formulées sous l'angle de « l'éthique alimentaire », de la méfiance ou d'un « revirement qualitatif », et traduites dans le consumérisme poli-

tique, les réformes réglementaires et les systèmes de distribution « alternatifs ». Le bien-être des animaux de ferme peut être perçu comme faisant partie de ces processus (Blokhuis et al., 2003, Korthals, 2004). Le système de production et de distribution alimentaire a beaucoup évolué, notamment par une vague de professionnalisation et par des changements dans la manière dont nous entendons ce qu'est la nourriture de bonne qualité. C'est pourquoi les influences culturelles en termes de relations de l'homme à l'animal (comme la personnification des animaux), et certaines caractéristiques des systèmes d'approvisionnement alimentaire semblent entraîner une ouverture dans la gestion sociétale des animaux à vocation alimentaire. Cela remet en question les normes et les systèmes de classement ainsi que les procédures organisationnelles. Que se passe-t-il derrière les murs des abattoirs? Pouvons nous manger des œufs de poules enfermées dans des cages minuscules? Les méthodes modernes et scientifiques de prévention des maladies des animaux sont-elles bonnes pour les bêtes – et pour nous? De telles questions peuvent se référer à des attentes que nous avons en tant qu'acheteurs et consommateurs, lorsque la consommation de viande devient contingente de la manière dont sont traités les animaux (Kjærnes & Guzman, 1998). Elles peuvent aussi mener à (ou indiquer) une réémergence de dilemmes éthiques plus profonds dans nos sociétés modernes sur le fait de transformer en viande des animaux vivants, ce qui, en conséquence, interroge la légitimité de l'abattage d'animaux dans un but alimentaire ainsi que la comestibilité de la viande elle-même.

Ces dilemmes et contingences sont gérés et font partie d'institutions sociales qui régulent de manière normative et organisationnelle la production alimentaire et la consommation; c'est-à-dire en premier lieu les marchés, les familles et les Etats. La séparation entre animaux vivants et nourriture n'est pas uniquement une question de distinctions symboliques. Typiquement, dans les sociétés modernes, la

consommation de nourriture est séparée spatialement de l'élevage des animaux, de leur transport et de leur abattage, et peu sont ceux qui ont une expérience directe ou peuvent contrôler le traitement du bétail. Cette division du travail entre institutions sociales implique une spatialisation du savoir, une organisation complexe et une division des responsabilités (voir Fine, 1998, Green, Harvey & McMeekin, 2003). Le nombre et les types d'agents économiques impliqués dans des échanges interdépendants sont larges et évolutifs. En effet, la complexité des technologies et des systèmes d'approvisionnement a énormément augmenté l'asymétrie de l'information. Notons que dans la main d'œuvre impliquée dans la production alimentaire, la proportion des acteurs commerciaux augmente. Ceci signifie que le consommateur en bout de chaîne, celui qui achète et mange les aliments, a de moins en moins de prise sur ce qui se passe avec la nourriture – et avec l'animal. Mais dans le même temps, de plus en plus d'efforts organisationnels sont faits pour garantir des formes d'anticipation et de transparence. Le contrôle direct de l'acheteur-consommateur a diminué, pendant que le contrôle organisationnel (indirect) augmente. Tout échange entre fournisseur et consommateur se caractérise par une asymétrie de pouvoir et d'information, mais aussi par une certaine interdépendance. Si les fournisseurs dépendent de la vente de la nourriture, il est toujours possible qu'il y ait des abus de pouvoir, tant en termes de passagers clandestins que d'un mépris général des préoccupations et des intérêts des consommateurs. La confiance est donc au cœur du débat (Kjærnes 1999). Une des particularités classiques de la confiance du consommateur est la supposition, généralement implicite, que le fournisseur, responsable, respecte les normes et les attentes communes qui sont associées à la nourriture. Le scepticisme peut refléter des doutes élémentaires et des dilemmes éthiques, mais il peut aussi représenter une méfiance directe à l'égard des institutions de l'industrie alimen-

taire dans leur aptitude à et leur volonté de bien traiter les animaux.

Tout ceci ne signifie pas que les actes d'achat, de cuisine et de consommation sont à négliger. Ces activités constituent en effet des éléments quotidiens significatifs et riches en sens. Ils représentent des manières habituelles et tacites de gérer les doutes et les dilemmes associés à la nourriture, aux questions de bien-être des animaux ou d'abattage. Les routines alimentaires apparaissent dans le cadre d'interrelations complexes avec les fournisseurs, de divisions particulières du travail, des responsabilités et du pouvoir, comme des normes et des croyances partagées (et contestées) au sujet tant du bien-être des animaux que de la consommation de cette nourriture. Acheter chez un boucher et préparer des produits locaux implique des interrelations très différentes de celles qui opèrent lorsque l'on achète des plats tout prêts et préemballés dans des supermarchés dont la chaîne d'approvisionnement est intégrée et mondiale. Les actions des individus en tant que consommateurs – leurs pratiques d'achats et leurs revendications dans des arènes publiques et politiques – sont façonnées et influencées par de telles conditions. En même temps, ces différents types de relations sociales impliquent des processus classificatoires et normatifs assez distincts dans le cadre de la transformation de l'animal en nourriture.

Cette reconnaissance des processus institutionnels impliqués dans la production et la consommation de nourriture d'origine animale forme le fondement de l'approche comparative que nous avons appliquée à notre enquête empirique. Ces processus sont essentiels pour appréhender le contexte concret de nos vies quotidiennes, nos expériences et nos histoires, et les reconnaître peut aider à comprendre les variations, les tensions et les conflits, ainsi que les changements (ou l'absence de changements). Une perspective comparative peut aider à révéler les conditions et les proces-

sus perçus comme évidents et qui sont normalisés dans un cadre particulier. Nous espérons, par cet exercice, aborder la question du bien-être des animaux comme elle est perçue par l'acheteur et le consommateur de la nourriture en question.

L'ENQUÊTE

Par le biais d'une série d'études, le projet *Animal Welfare Quality* étudie les liens existants entre d'un côté, le bien-être des animaux de ferme, tel qu'il est mesuré et contrôlé par les scientifiques, et de l'autre les conceptions, les attentes et les pratiques qui y sont liées dans différents contextes nationaux⁵. Un sous projet en sciences sociales s'est attaché aux producteurs, aux systèmes de distribution et aux consommateurs. Cet article s'attache quant à lui à identifier des modèles d'opinions publiques et d'attitudes (envers la viande et les animaux), comme cela ressort des sondages d'opinion par échantillons représentatifs. L'enquête comporte des données sur sept pays européens : la Hongrie (HO), l'Italie (IT), la France (FR), la Grande Bretagne (GB), les Pays Bas (PB), la Norvège (NO) et la Suède (SU). Afin d'obtenir des entretiens standardisés et directifs, les données ont été collectées par le biais d'entretiens téléphoniques assistés par ordinateur (*Computer-Assisted Telephone Interviews* - CATI), conduits par *TNS Global* (pour une description détaillée de la méthodologie employée, voir Lavik, 2006). L'intégralité de l'entretien, y compris la présentation de la thématique, ne devait pas dépasser 20 minutes. Les données ont été collectées entre le 12 et le 27 septembre 2005. A notre connaissance, il n'y a eu, à la période de l'étude, aucun scandale lié au bien-être des animaux qui ait pu influencer les opinions des personnes interrogées. La grippe aviaire a atteint l'Europe après que nous

ayons collecté les données. L'enquête est fondée sur un échantillonnage représentatif de 1 500 personnes par pays. Les échantillons sont classés par âge, région, sexe et taille du foyer.

A travers le questionnaire, ont été abordées les pratiques d'achat et de consommation, les opinions sur la consommation et le bien-être des animaux, les attitudes et les croyances liées aux animaux et à leur traitement, ainsi qu'une gamme de questions socio-démographiques plus larges. Il a été construit à partir d'un processus de communication approfondi entre les différentes équipes de travail dans les pays étudiés. Avant le début des entretiens, les questions ont été testées dans les sept pays, et des ajustements ont été faits en fonction des retours sur la durée, la validité, les formulations des questions et les traductions. Après cette phase de pilotage, tous les enquêteurs ont reçu des instructions communes, mais le questionnaire a tout de même été soumis à des chercheurs appartenant aux cultures et aux cadres institutionnels des différents pays concernés pour validation. Cependant, nous ne pouvons pas ignorer la possibilité que certaines questions aient été interprétées différemment selon les environnements nationaux et culturels, y compris la notion même de « bien-être des animaux de ferme » (voir aussi Roux & Miele, 2005).

Les données ont principalement été traitées comme des opinions publiques globales dans le but de trouver des modèles caractéristiques des différents pays. Cela permet une discussion au niveau institutionnel et une combinaison avec d'autres sources d'information, plutôt que la recherche de mécanismes au niveau individuel, comme des liens entre attitudes et comportement. Les analyses présentées dans cet article sont principalement fondées sur des distributions de fréquence univariée comparées entre elles

⁵ Cette étude fait partie du projet de recherche *Welfare Quality* qui a été cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du sixième programme cadre, contrat No. FOOD-CT-2004-506508. Le texte présente les opinions de l'auteur et ne reflète pas nécessairement la position de la Commission qui ne sera pas tenue pour responsable de l'utilisation qui pourra être faite de l'information. Le projet *Welfare Quality* est décrit sur : www.welfarequality.net.

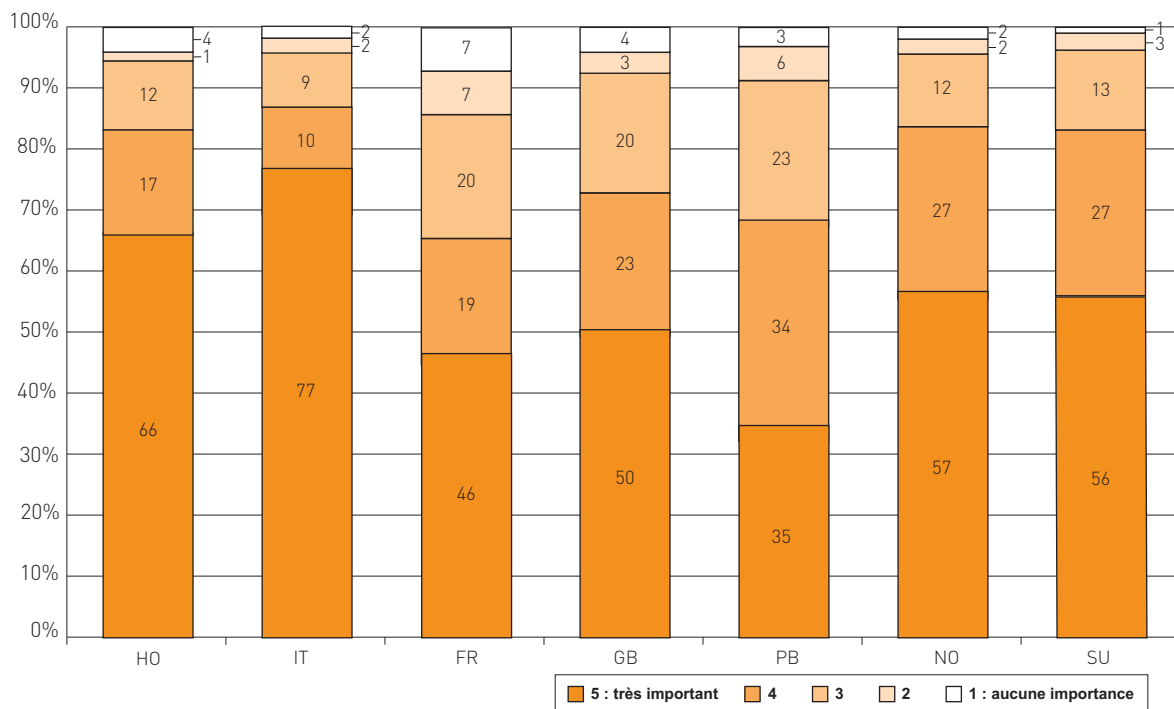
par pays. Les réponses manquantes et les « ne sais pas » n'ont généralement pas été pris en compte.

LA QUESTION DU « BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX DE FERME »

La question du bien-être des animaux de ferme a émergé en tant que telle au début des années 1990 et semble à présent avoir acquis une certaine importance auprès de nombreux Européens (Bennett, 1995, Bennett, 1997, Berg, 2002, Hughes, 1995, Magnusson *et al.*, 2001, Miele & Parisi, 2001). Nous avons trouvé dans notre étude des réponses géné-

ralement très positives à la question abordant cet intérêt particulier. Le (Graphique 1) montre que dans tous les pays étudiés, très peu d'individus répondent ne pas se préoccuper du tout ou très peu du bien-être des animaux de ferme. La grande majorité des personnes interrogées dans les sept pays apparaît dans les catégories de réponses très positives (4 et 5). Les Français et les Néerlandais semblent un peu moins concernés (respectivement 65 et 69 % dans ces catégories), les Anglais sont dans la moyenne, et les Hongrois, les Suédois, les Norvégiens, et en tête, les Italiens, sont très enthousiastes. Cela ne nous indique toutefois pas un engagement intense, mais plus un certain consensus autour de la question du bien-être des animaux de ferme comme un fait socialement désirable en Europe.

Graphique 1 : Quelle est l'importance, pour vous, de la question du bien-être des animaux de ferme en général, sur une échelle de 1 à 5 ? (1= aucune importance, 5= très important). Pourcentages. Les absences de réponse et les « ne sais pas » n'ont pas été pris en compte⁶.

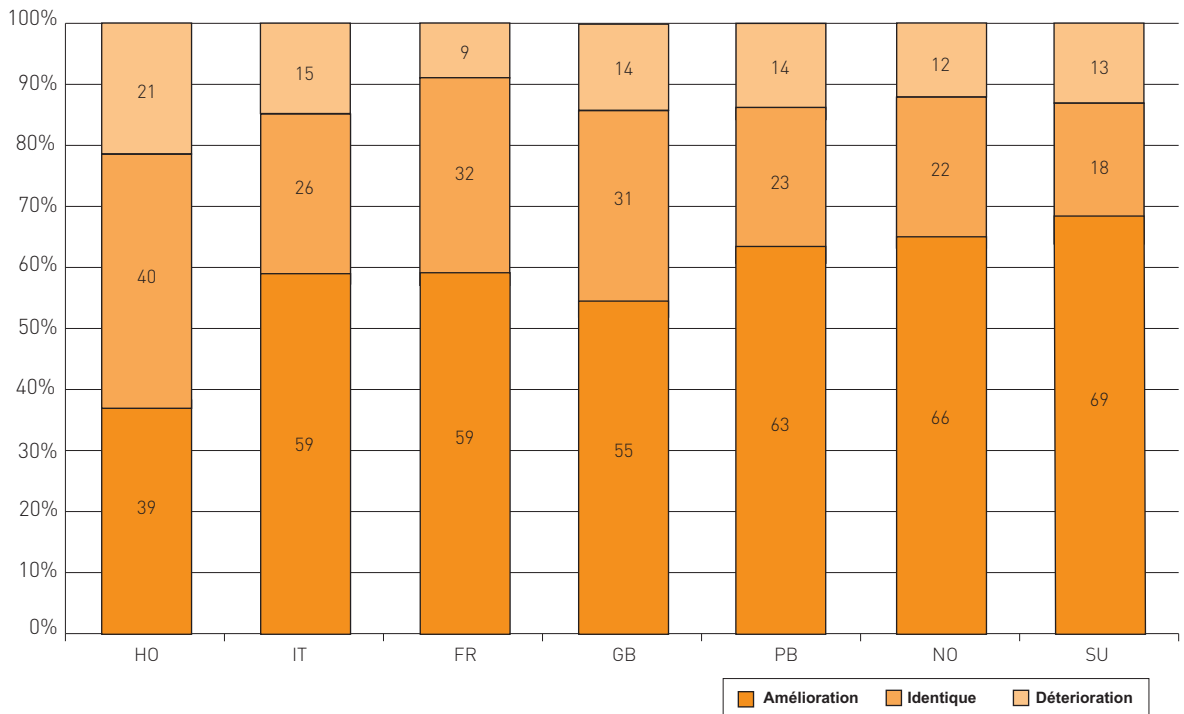


⁶ Pondéré. A l'exclusion des « ne sais pas ». (N = HO: 1462, IT: 1478, FR: 1497, GB: 1490, PB: 1489, NO: 1493, SU: 1496).

Répondre qu'un sujet est important n'implique pas automatiquement de s'en préoccuper ou de s'en inquiéter. L'une des questions porte sur le fait de savoir si les personnes interrogées considèrent que les conditions de vie des animaux se sont améliorées ou détériorées dans leur pays⁷. Cette question peut être liée non seulement au fait de savoir si les gens souhaitent s'engager à titre personnel, mais aussi au fait de savoir si ces personnes font confiance aux acteurs impliqués dans la production de viande et à ceux qui contrôlent et surveillent les procédures. En règle générale, la plupart des personnes interrogées considèrent que le bien-être des animaux s'est amélioré dans leur pays ces dix dernières années (Graphique 2). La proportion de

ceux qui répondent dans ce sens va de 55 à 69 %, à la seule exception de la Hongrie. Seule une minorité d'individus pense que les conditions se sont détériorées. Cet optimisme concernant les tendances du traitement des animaux est en accord avec des recherches antérieures qui ont montré que, lorsqu'elle est interrogée sur la sécurité alimentaire ou la nutrition, la majorité des individus tend à être plus optimiste que pessimiste (Poppe & Kjærnes, 2003). En Europe (occidentale), la majorité pense qu'il est possible de moderniser le secteur alimentaire pour résoudre des problèmes comme ceux de la sécurité et du bien-être des animaux. Mais le pourcentage des individus plus critiques ne doit pas être ignoré. De plus, entre un quart et un tiers

Graphique 2 : En général, pensez vous que le bien-être des animaux en {PAYS} ces dix dernières années s'est amélioré, est resté le même, ou a empiré ?⁸



⁷ En général, au cours des dix dernières années, pensez-vous que le bien-être des animaux de ferme en {PAYS} s'est amélioré, est resté équivalent, ou s'est détérioré ?

⁸ Pondéré. A l'exclusion des « ne sais pas ». (N = HO: 1310, IT: 1365, FR: 1483, GB: 1384, PB: 1434, NO: 1463, SU: 1393).



des personnes interrogées déclarent ne pas avoir observé de changements majeurs, les proportions les plus élevées étant (après la Hongrie) la France et la Grande Bretagne. Cette catégorie intermédiaire n'est pas nécessairement neutre car l'absence de changement peut également indiquer que l'on pense que les conditions sont aussi mauvaises – ou aussi bonnes – qu'avant.

Les questions suivantes ont porté sur l'élevage de certaines espèces en particulier ainsi que sur les conditions de leurs transports et leur abattage. Les réponses indiquent qu'en dépit de l'optimisme, il y a également des inquiétudes, surtout pour ce qui touche au traitement des poulets (Tab.1). A l'exception de la Hongrie, entre 40 et 57 % des personnes interrogées considèrent que les conditions de vie

Tableau 1 : Préoccupation pour le bien-être des porcs, des poulets, des vaches laitières⁹, le transport¹⁰, et l'abattage¹¹. Proportion de pourcentage 1+2 (1=très faible)

	HO	IT	FR	GB	PB	NO	SU
Porcs	22	32	42	21	44	12	14
Poulets	29	50	57	56	49	46	40
Vaches laitières	15	15	15	12	10	3	5
Transport	60	65	52	48	56	34	34
Abattage	58	56	44	42	47	25	23

des poulets sont mauvaises à très mauvaises. En ce qui concerne les porcs, peu de Norvégiens et de Suédois estiment que la situation est mauvaise ou très mauvaise, ce qui n'est pas le cas de plus de 40 % de Français ou de Néerlandais. Peu s'inquiètent pour les vaches laitières. Si l'on prend les trois espèces simultanément, on observe que les Norvégiens, les Suédois et les Hongrois constituent les trois groupes de population à se faire le moins de soucis au sujet des conditions d'élevage. Par ailleurs, en Norvège et en Suède peu de personnes s'inquiètent des conditions de vie des porcs et des vaches laitières. L'élevage de poulets suscite en revanche bien plus d'anxiété, particulièrement en Grande Bretagne et en Italie. Les niveaux les plus élevés se trouvent en

France et dans les Pays Bas, principalement parce qu'ils s'inquiètent plus que les autres des conditions de vie des porcs. Si nous nous intéressons aux méthodes de transport¹² et d'abattage¹³, les chiffres sont plus élevés (Tab.1). Si l'on réunit les réponses aux questions qui ont soulevé le plus de critiques (1 et 2), on observe que plus de 40 % des individus ont une perception négative des deux sujets, à l'exception de la Norvège et de la Suède, où les proportions sont bien plus faibles. Dans tous les pays, les conditions de transport génèrent plus de peurs que les méthodes utilisées pour l'abattage et ce sont les individus interrogés en Italie et en Hongrie qui évaluent le plus négativement les conditions de transport et d'abattage des bêtes.

⁹ Selon vous, quel est le degré de bien-être des animaux suivants en {PAYS}, sur une échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à «très mauvais» et 5 à «très bon»? Porcs/Poulets/Vaches laitières. Pondéré. N = 1 500 dans chaque pays. A l'exclusion des «ne sais pas».

¹⁰ Que pensez-vous des méthodes de transport des animaux en {PAYS}, en utilisant cette même échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à «très mauvaises» et 5 à «très bonnes». Pondéré. N = 1 500 dans chaque pays. A l'exclusion des «ne sais pas».

¹¹ Selon vous, comment traite-on les animaux dans les abattoirs en {PAYS} sur une échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à «très mal» et 5 à «très bien»? Pondéré. N = 1 500 dans chaque pays. A l'exclusion des «ne sais pas».

¹² Que pensez-vous des méthodes de transport des animaux en {PAYS}, à partir de cette même échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à très mauvais et 5 à excellent?

¹³ Et selon vous, comment pensez-vous que les animaux sont traités dans les abattoirs en {PAYS}, sur une échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à très mal et 5 à très bien?



On observe généralement que les sujets de préoccupation sont très différents. Les Italiens semblent les plus inquiets, particulièrement en ce qui concerne le transport et l'abattage. Les Français et les Néerlandais sont plutôt inquiets dans l'ensemble, et plus que les Italiens en ce qui concerne les conditions d'élevage. Les préoccupations des Hongrois se concentrent sur les méthodes de transport et d'abattage, tandis qu'ils sont très peu à dire que les conditions d'élevage sont inacceptable du point de vue du bien-être des animaux. Les Norvégiens et les Suédois sont nettement moins inquiets pour tous ces aspects. En dehors de l'élevage des poulets, peu de Scandinaves considèrent que les conditions de vie des bêtes sont mauvaises.

L'approvisionnement moderne en nourriture est tel que peu de gens peuvent juger du traitement des animaux sur la base de leur propre expérience. Bien que nous puissions nous y intéresser, la séparation institutionnelle empêche presque tout contact direct; nous ne savons que peu de choses et on nous informe rarement de ce qui se passe. Les résultats de cette étude indiquent que tout le monde n'est pas capable ou ne souhaite pas faire de jugement sur le traitement des animaux. Le nombre de personnes qui répondent «ne sais pas» est assez élevé pour toutes les questions spécifiques concernant les conditions de vie des animaux de ferme (Tab.2). Pour les autres questions, les proportions de «ne sais pas» oscillent entre 1 et 2 %. Pour ces

Tableau 2 : Proportion des individus qui déclarent ne pas savoir si les conditions de vie des animaux de ferme sont bonnes ou mauvaises (en pourcentage)

	HO	IT	FR	GB	PB	NO	SU
Porcs	12	20	2	12	3	3	9
Poulets	10	16	1	7	1	2	6
Vaches laitières	15	16	1	7	2	1	4
Transport	8	16	1	8	2	7	10
Abattage	28	26	3	18	10	6	19
Amélioration ou détérioration des conditions de vie des animaux	13	9	1	8	4	2	7

questions, la proportion de «ne sais pas» est particulièrement élevée en Hongrie et en Italie. Par exemple, dans le cas des méthodes d'abattage, 28 % des Hongrois et 26 % des Italiens ne savent pas si les méthodes utilisées dans leurs pays sont acceptables. La Suède et la Grande Bretagne forment le groupe du milieu, tandis que les Pays Bas, la Norvège et la France ont les taux de «ne sais pas» les plus bas. Les taux élevés de réponses de «ne sais pas» indiquent qu'un certain nombre d'individus ont du mal à évaluer le niveau de bien-être des animaux de ferme. Le manque de connaissance et de questionnements peut en être une des principales explications.

Si nous nous attachons à l'importance générale que les gens accordent au bien-être des animaux du point de vue de l'expression de leurs inquiétudes et doutes, nous observons que pour les Français et les Néerlandais, cette question a une moindre importance du point de vue personnel que dans les autres pays. Ils semblent, dans le même temps, être ceux qui s'inquiètent le plus des conditions dans leurs pays. L'inverse se produit lorsque les Norvégiens, les Suédois et les Hongrois affirment que le bien-être des animaux en général est un sujet de grande importance personnelle – mais simultanément sont ceux qui s'inquiètent le moins des conditions de vie des animaux dans leurs pays. En termes de compa-



raison, il y a plus d'équilibre entre l'importance placée dans le bien-être des animaux en général et les préoccupations en faveur des conditions de vie des animaux chez les Anglais et les Italiens. Mais de manière générale les personnes interrogées partagent un intérêt et un optimisme (moins évident toutefois dans le pays en transition qu'est la Hongrie), avec des variations bien plus larges lorsqu'il s'agit de juger des conditions spécifiques. Les différences peuvent bien entendu être fondées sur une bonne connaissance des conditions de vie des bêtes; peut-être les animaux de ferme sont-ils mieux traités en Scandinavie? Mais les variations de réponses peuvent également dépendre de l'attention que les médias portent à la question, de conceptions différentes en fonction des animaux, ainsi que du caractère particulier des différentes industries. Ainsi, alors que les Hongrois sont généralement plus inquiets et plus pessimistes, ils jugent les conditions de vie des poulets relativement bonnes. Pour la plupart des Hongrois, l'élevage de poulets fait référence aux basses-cours et aux fermes de petite taille, avec des contacts relativement proches entre bêtes et hommes, ce qui est très différent des idées générales que se font les gens de la production de poulets dans les industries les plus « industrialisées ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, de nombreux efforts sont faits par des acteurs économiques et politiques pour mettre en place des mesures visant à améliorer le bien-être des animaux de ferme. Cette enquête indique que ces efforts ont l'aval de l'opinion publique. De manière assez surprenante, la plupart des gens semblent croire aux capacités d'amélioration propres du système existant. De ce point de vue, il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les inquiétudes et les critiques reflètent un processus plus profond de remise en cause de la gestion et de la transformation institutionnelles des animaux en nourriture. La question est aussi de savoir jusqu'à quel point les gens ressentent le

besoin et la possibilité de s'engager. Comment et jusqu'à quel point les individus considèrent-ils le bien-être des animaux lorsqu'ils font leurs courses et qu'ils mangent ?

LE BIEN ÊTRE ANIMAL ET LES CONSOMMATEURS

La consommation de viande a été largement remise en cause ces dernières années. Les divers scandales liés au secteur de la viande et les débats des médias de masse peuvent être des facteurs favorisant une certaine prise de conscience, ainsi qu'une augmentation du nombre de lois en faveur de l'amélioration du bien-être des animaux au sein de l'UE. De nombreuses personnes sont sceptiques à propos de la consommation de viande, que ce soit en référence à la sécurité et à l'environnement ou au problème plus fondamental de manger de la nourriture qui implique de tuer des animaux (i.e. Miele et Parisi 2001, Kjærnes & Guzman, 1998, Lavik & Kjørstad, 2005, Magnusson & Koivisto Hursti, 2004). Le scepticisme peut se refléter dans des changements dans la demande, mais pas systématiquement. Les statistiques de la consommation montrent des chutes significatives en ce qui concerne le bœuf en particulier après la crise de l'ESB en Italie, en France et en Grande Bretagne. Dans d'autres pays comme la Suède, les Pays Bas et la Norvège, les inquiétudes n'ont eu presque aucune conséquence en termes de demande (Kjørstad, 2005). Certaines études comparatives montrent que la confiance dans les acteurs du secteur alimentaire peut au moins partiellement expliquer ces différences. (Poppe & Kjærnes, 2003, Miele & Parisi, 2001). Même lorsque des changements à court terme ont eu lieu après la crise de l'ESB, ils se sont rarement transformés en tendances à long terme. Cette combinaison de fluctuations et de stabilité peut exprimer le caractère complexe de la consumma-

tion de viande, avec certaines conditionnalités et des routines tacites profondément structurées.

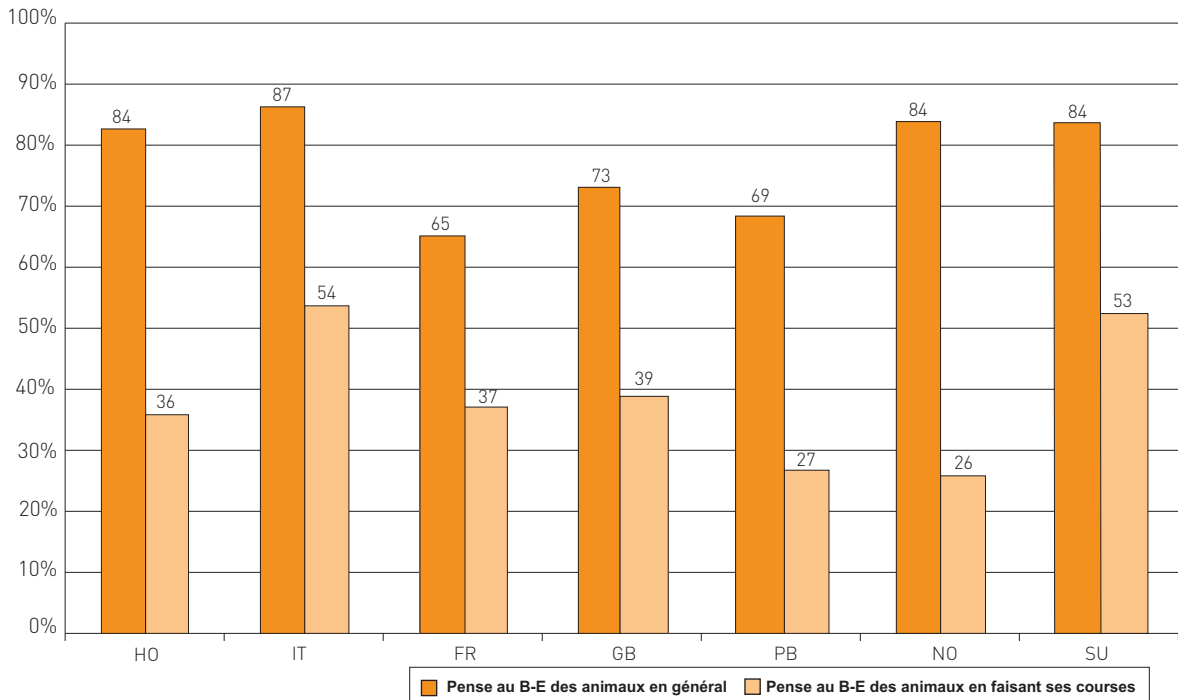
La transformation des animaux vivants en nourriture comestible implique certaines constructions socioculturelles normatives élémentaires. Mais les attentes et les jugements se façonnent également dans le cadre de routines quotidiennes et d'expériences, en interaction avec nos proches, mais aussi et surtout avec les principales institutions alimentaires, les acteurs et les réseaux de la société civile. Aucun de ces aspects ne peut être réduit à une activité ou un contexte, comme les achats, les mets, ou les discours publics sur l'alimentation. Les habitudes alimentaires et la « consommation » représentent une gamme complexe d'activités, qui elle-même implique une série de contextes institutionnels et de normes. Nous achetons de la nourriture dans des magasins ou des marchés (ou nous nous la procurons ailleurs), la ramenons chez nous, la cuisinons ou la conservons, et nous la servons et la mangeons sous la forme de mets, dans des assiettes. Nous pouvons alternativement manger au restaurant ou chez des amis. Si des sujets contemporains liés à la consommation de viande émergent de la séparation croissante entre la consommation et la production, cela se fait dans les contextes que nous venons d'énumérer. Par exemple, nous (ou notre partenaire) achetons du jambon d'un détaillant en particulier, dont l'approvisionnement fait partie d'une chaîne complexe d'éleveurs de porcs, de transporteurs, d'employés d'abattoirs ou de l'industrie de transformation, où les procédures peuvent impliquer des technologies et une expertise de pointe, contrôlées et surveillées par des programmes internes intensifs et des inspecteurs publics, le tout sujet à plus ou moins de contrôle public et de mobilisations sociales. Pris ensemble, de tels « systèmes » ou réseaux peuvent aller du système monolithique petit, local

et fragmenté à des chaînes de fournisseurs mondiales, intégrées et hautement compétitives (voir Kjærnes, Harvey and Warde, à venir, Roux & Miele, 2005).

Pour que l'on puisse acheter des produits alimentaires spécifiques dont la production respecte le bien-être des animaux, encore faut-il un marché qui différencie sur ces aspects. Les choix doivent être disponibles et il doit y avoir l'information nécessaire pour ces choix. Les alternatives doivent par ailleurs être acceptables en termes de prix, de sécurité, de qualité, etc., ce qui n'est pas toujours le cas. Par ailleurs, certaines revendications en faveur de l'amélioration du bien-être des animaux de ferme sont formulées comme des actions de consommateurs et des sources d'innovation dans le traitement des bêtes. Il nous paraît donc pertinent de nous interroger sur le degré d'association entre le bien-être des animaux et l'acte d'acheter.

Le (Graphique 3) compare la question de l'intérêt général pour le bien-être des animaux à une question spécifiquement liée aux achats. Si la majorité déclare penser au bien-être des animaux en général, un nombre bien moins important déclare y penser en faisant ses courses, ce qui n'est pas très surprenant. Faire ses courses ne concerne qu'une seule arène, très spécifique, dont la pertinence dépend d'un certain nombre de facteurs, comme le degré de différenciation du marché, notamment en référence au bien-être des animaux. Nous devons aussi nous souvenir que tout le monde ne fait pas les courses, et en particulier du fait de la division sexuelle du travail en lien avec l'alimentation. Ainsi, bien que pour un certain nombre de personnes interrogées la question n'est pas très pertinente, les proportions restent relativement élevées, et bien plus élevées que ce que n'indiquent les parts de marché des

Graphique 3 : Pense au bien-être des animaux en général¹⁴ (pour tous), Pense au bien-être des animaux en faisant ses courses (pour ceux qui achètent de la viande)¹⁵. Proportion de pourcentage 4+5 sur une échelle de 1 à 5



produits qui respectent le bien-être des animaux (Roux & Miele, 2005). De surcroît, les variations nationales ne reflètent pas les variations de disponibilité. Une des hypothèses pourrait être que le bon traitement des bêtes est associé à des thématiques plus larges, comme la production biologique, l'élevage intensif de moutons, ou encore des produits alimentaires de grande qualité dans une région ou un pays en particulier. En conséquence, ce que les individus déclarent faire en tant que consommateurs « consciencieux » ne reflète pas l'approvisionnement de produits qui respectent le bien-être des animaux tel que le montrent les labels. Nous pourrions qualifier cela de manque de « conformité » ou encore

d'« incohérence entre les attitudes et les actions », et d'optimisme exacerbé en ce qui concerne ses propres efforts. Toutefois, si nous percevons les achats comme des habitudes socialement et normativement encadrées, il nous faut considérer le cadre élargi du bien-être des animaux tel qu'il est socialement et culturellement formaté par la sélection de produits et de sa conceptualisation dans le marketing et la labellisation.

CONSOMMER DES ANIMAUX ?

Nous sommes donc face à, d'un côté, une controverse publique et de l'autre à une attention du

¹⁴ Quelle est, pour vous, l'importance de la question du bien-être des animaux sur une échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à « sans importance » et 5 à « très important » ? Pondéré. A l'exclusion des « ne sais pas » (N = HO: 1462, IT: 1478, FR: 1497, GB: 1490, PB: 1489, NO: 1493, SU: 1496).

¹⁵ Lorsque vous achetez de la viande ou des produits à base de viande, à quelle fréquence pensez-vous au bien-être des animaux dont cette viande est issue, sur une échelle de 1 à 5, dans laquelle 1 correspond à « jamais » et 5 à « toujours » ? (Parmi ceux qui achètent de la viande). Pondéré. A l'exclusion des « ne sais pas » (N = HO: 1249, IT: 1173, FR: 1337, GB: 1330, PB: 1248, NO: 1364, SU: 1334).

marché portée sur le bien-être des animaux, rappelant de manière discursive l'« animalité » de la viande aux individus. Nous observons également que de nombreuses personnes en Europe agissent d'une certaine manière en introduisant des degrés de conditionnalité dans leur propre consommation de viande et ce, en référence au traitement des animaux. Reste la question de savoir si cela implique une certaine ouverture des tensions et des dilemmes liés à la consommation de viande.

Peut-être que la focalisation sur le traitement des animaux de ferme augmente la qualité de l'alimentation, mais cela rappelle aussi aux gens des questions morales difficiles liées à l'élevage et « au meurtre alimentaire » c'est-à-dire à l'abattage des animaux pour l'alimentation, d'où une contestation sur la consommation de viande et par extension de tous les produits alimentaires d'origine animale.

Le végétarisme, qui rejette la viande comme nourriture, peut être perçu comme un indicateur de ces tensions. Le phénomène végétarien est complexe, qu'il comprenne ceux qui restent à distance de toute nourriture d'origine animale, ceux qui refusent de manger certaines viandes, ou ceux qui ne mangent la viande qu'à quelques occasions. Une des manières de rendre cette question opératoire est de se demander plus concrètement à quel point la viande fait partie du régime alimentaire. Nous avons ainsi posé une série de questions sur la fréquence de la consommation des différents types de viande. En combinant ces questions, nous avons pu trouver les proportions de personnes qui mangeaient les types de viande sélectionnés, sur une base mensuelle ou plus rare. Les réponses à ces questions ont obtenu les taux les plus élevés au Royaume Uni avec environ 8 % des individus qui ne mangent de la viande que rarement. Dans les autres pays étudiés, les taux oscillent entre 2 et 5 % (Lavik 2006).

Ces chiffres ne sont que des approximations des réponses des individus aux questions d'ouverture et de remise en cause du processus de transformation de l'animal en viande. De nombreuses raisons peuvent expliquer que l'on ne mange pas de viande, certaines d'entre elles peuvent être liées, d'autres distinctes. Le goût, le bien-être et l'intérêt pour les animaux peuvent être très liés (Holm & Møhl, 1994, Kjærnes & Guzman, 1998). De plus, il peut y avoir des difficultés pratiques et sociales qui poussent à s'éloigner de la norme dominante de la consommation de viande. Les gens peuvent être très sceptiques, inquiets et incertains sans pour autant arrêter de manger de la viande (Lavik & Kjørstad, 2005). Les attitudes peuvent offrir des indications des dilemmes et de la légitimité associés à cette alimentation particulière.

Nous avons posé une série de questions sur ce que pensent les gens du fait de tuer les animaux pour se nourrir, de manger de la viande, et des liens qui sont faits entre le bien-être des animaux et le fait de manger de la viande. Dans un premier temps le (Tab.3) nous montre que lorsqu'on pose la question directement, une large majorité des individus des sept pays considèrent qu'il est normal de tuer des animaux de ferme pour se nourrir, le taux le plus élevé étant en Norvège et le plus faible aux Pays Bas. Un tiers des Néerlandais répondent que cela les dérange un peu ou beaucoup. Les chiffres sont plus faibles lorsque la question porte sur la chasse. Mais si cet aspect est acceptable en Scandinavie, de nombreuses personnes le refusent dans les autres pays. Il ne faut pas oublier que si la chasse est une activité commune en Suède et en Norvège, elle est bien plus contestée et controversée dans les autres pays, et ce pour de nombreuses raisons.

Nous avons posé quelques questions en référence à la consommation de viande, la question sous-jacente étant celle de la dé-animation. Des propor-



Tableau 3. Proportions d'individus qui approuvent fortement la consommation de viande et d'animaux vivants sur une échelle de 1 à 5 (en pourcentage)

	HO	IT	FR	GB	PB	NO	SU
Tuer pour se nourrir	80	70	73	73	69	87	82
Chasser pour se nourrir	36	21	44	40	29	84	80
Les animaux ressentent la douleur comme les humains	81	56	56	64	73	50	65
Il est mauvais de manger un animal qui n'a pas eu une bonne vie	54	65	62	55	49	37	54
Meilleur goût	65	68	45	48	38	46	42
Santé humaine	69	72	51	59	41	38	48
N'aime pas se dire que la viande provient d'animaux vivants	50	34	21	31	37	17	9
Ne supporte pas de toucher de la viande crue	16	26	23	28	22	10	15

tions mineures, mais non moins significatives, d'individus n'aiment pas se dire que la viande provient d'animaux vivants. Ce sont les Hongrois qui répondent le plus dans ce sens, à l'inverse des Suédois. Les problèmes peuvent également s'exprimer sous la forme de malaise. Bien que ce ne soit pas le cas de la majorité de nos enquêtés, certains sont gênés à l'idée de manipuler de la viande crue, en particulier en Grande Bretagne et en Italie, à l'inverse de la Norvège. Ces proportions sont plus significatives que le nombre de végétariens et doivent donc impliquer d'autres manières de gérer le dilemme, comme par exemple faire la cuisine à quel-qu'un d'autre ou préférer des aliments et des plats très cuisinés.

Bien qu'il ne faille pas ignorer la proportion d'individus gênés à l'idée d'associer les animaux à la nourriture, pour la majorité cela n'est pas problématique, du moins lorsque la question est posée dans ce sens. Mais cela ne signifie pas que la légitimité ne soit remise en cause. Bien au contraire, d'importantes conditions socioculturelles interviennent dans le fait d'accepter de manger de la viande. Ainsi, de nombreux Hongrois et Néerlandais, et dans une moindre mesure les Norvégiens, les

Français et les Italiens, reconnaissent que les animaux de ferme sont des bêtes vivantes et capables de ressentir des émotions, lorsqu'ils pensent que les animaux ressentent la douleur comme l'homme. La reconnaissance du statut des animaux dans la production animale va également plus loin puisque de nombreuses personnes pensent qu'il est mal de consommer un animal qui a eu une mauvaise vie. La question met explicitement en relation les animaux vivants et la nourriture, et plus de la moitié des enquêtés sont d'accord avec cette idée (les Italiens et les Norvégiens étant respectivement les plus nombreux et les moins nombreux à penser cela). Les Norvégiens semblent par ailleurs moins enclins à associer explicitement les animaux vivants à la nourriture, ce qui indique que la légitimité de la consommation de viande et celle du bien-être des animaux sont deux dimensions différentes qui peuvent plus ou moins être interconnectées. Ces variations peuvent témoigner des manières différentes d'associer les animaux à la nourriture (tel que suggéré par Vialle en 1987). Ainsi, les pays du Sud opèrent-ils une distinction claire entre animalité et humanité, tandis que les pays du Nord de l'Europe fondent cette distinction sur la déanimation, et la dissimulation de l'animalité. Une

« ouverture » pourrait ainsi avoir des effets plus conséquents dans le Nord, comme le suggère le nombre important d'individus refusant de manger de la nourriture carnée en Grande Bretagne.

Une des explications de ces différences pourrait être liée aux façons d'aborder et de traiter le bien-être des animaux. Comme nous l'avons déjà évoqué, celui-ci peut faire partie d'une notion plus large de « nourriture de qualité », au lieu d'être traité séparément. Nous avons donc posé un certain nombre de questions au sujet des bienfaits du bon traitement tant pour les animaux eux-mêmes que pour l'homme. Nos données indiquent que les gens ne voient généralement pas d'opposition ou de contradiction entre ces deux aspects. Pour beaucoup, les bénéfices humains sont nombreux, en termes de goût et de santé. Les Européens du Nord ont toutefois tendance à mettre l'accent sur les bienfaits pour les animaux. Pour les Italiens, les bienfaits pour l'homme sont plus importants que les bienfaits pour les animaux, les Hongrois, eux, sont favorables aux deux.

CONCLUSION

Si ces premières analyses montrent certains traits communs des opinions publiques européennes concernant le bien-être des animaux, elles mettent également en avant des différences notables. Ces ressemblances et différences seront analysées dans des études à venir, avec des données complémentaires issues d'autres parties de la recherche *Animal Welfare Quality*.

La question du bien-être des animaux préoccupe clairement les gens ordinaires à travers l'Europe. De ce point de vue, il semblerait qu'un processus d'ouverture soit en cours. Nos recherches confirment des éléments antérieurs en la matière, bien que les priori-

tés et les inquiétudes diffèrent. La majorité semble en réalité assez optimiste par rapport à de nouvelles tendances. Les peurs sont réparties sans homogénéité dans les sept pays étudiés, tout comme les proportions variables d'individus qui sont incapables d'évaluer la situation ou déclarent ne pas savoir. Les contextes nationaux peuvent ainsi influencer les expériences personnelles, les évaluations générales des performances, ainsi que l'attention portée par les médias. Mais les inquiétudes (et les « ne sais pas ») peuvent également refléter une incertitude et un scepticisme sous-jacents au sujet de la gestion des animaux de ferme dans les systèmes modernes d'approvisionnement de nourriture.

Bien que cela soit moins répandu, un certain nombre d'Européens s'inquiètent du sort des animaux lorsqu'ils font leurs courses alimentaires, ce qui confirme des études antérieures. Les variations dans l'association entre le fait de s'inquiéter et celui de s'engager en tant que consommateur indiquent que la prise de responsabilité ne dépend pas forcément des intérêts individuels ni de leurs considérations éthiques. La distribution des responsabilités entre consommateurs, les nombreux acteurs économiques et l'État peut varier énormément d'un pays à l'autre. Pour qu'un consommateur soit responsable, il faut lui offrir des possibilités d'action dans le cadre même de son quotidien. Nous observons ici que la disponibilité (et le prix) peut constituer un problème considérable dans plusieurs pays (mais pas dans l'ensemble des sept pays étudiés). Nous ne pouvons pas réduire ce fait aux détails pratiques car cela fait également référence à la question plus politique et normative de qui doit être responsable du bien-être des animaux.

De plus, les achats « responsables » - au sens où les consommateurs se considèrent comme responsable - dépendent de ce que les individus entendent par respect des animaux. L'attention portée au respect des animaux lorsqu'on achète des œufs ou du bœuf



dépasse les parts de marché des produits labellisés. Il est possible que ce que les gens entendent par « aliment qui respecte les animaux » soit bien plus large que les seuls produits labellisés comme tels. Si les Scandinaves s'enthousiasment comme le reste de l'Europe pour le bien-être des animaux, ils semblent plus pondérés quant aux bienfaits de ce type de priorité. On peut penser que dans la mesure où les Norvégiens ne s'inquiètent pas au sujet du traitement des animaux et qu'ils ne s'impliquent pas dans leur quotidien, cela signifie qu'ils considèrent que le bon traitement des animaux fait partie des procédures de routine, ce qui indique ainsi que les processus d'ouverture sont moins significatifs en Norvège que dans les autres pays étudiés. En même temps, un intérêt et un enthousiasme indifférenciés comme en Hongrie et en Italie, et dans une certaine mesure en France, peuvent avoir la même signification. Des conceptions différentes de la nourriture et de la production alimentaire peuvent expliquer pourquoi ces pays sont aux extrémités de l'échelle de notre étude. Tandis qu'une conceptualisation « méditerranéenne » de la qualité alimentaire englobe une large gamme de sujets et de « bonnes causes », une interprétation instrumentale, fragmentaire des questions alimentaires domine en Norvège, où les thématiques de la nutrition, du goût, de la sécurité et des questions sociales et politiques, entre autres, sont traitées de manière différenciée. L'introduction d'un nouvel aspect peut alors également impliquer des demandes de justification, une discussion sur la division des responsabilités, etc. Nous avons pu observer à partir des données présentées dans cet article que les réponses des Anglais, des Néerlandais, et dans une certaine proportion celles des Français, se trouvaient au milieu des deux positions extrêmes.

Nous avons également cherché à savoir si le processus d'ouverture impliquait une attention accrue portée sur la légitimité de l'abattage des animaux et sur des dilemmes éthiques liés à la consommation de

viande. Certaines personnes peuvent être relativement inquiètes du traitement des animaux et peuvent refuser l'idée de tuer et de manger de la viande. Cela suggère qu'un processus d'ouverture peut faire référence à l'émergence du bien-être des animaux comme une question de société et d'ordre personnel. Mais ces modèles ne sont pas évidents et de telles suppositions nécessitent des informations différentes et complémentaires pour pouvoir être confirmées. Pour la plupart des personnes interrogées dans le cadre de cette étude, le bien-être des animaux représente une question sociale légitime mais ne soulève pas de préoccupations morales plus profondes.

BIBLIOGRAPHIE

- Bennett, R. & Blaney, R. (2002). Social consensus, moral intensity and willingness to pay to address a farm animal welfare issue, *Journal of Economic Psychology*, 23, 501-520.
- Bennett, R. M. (1995). The value of farm animal welfare, *Journal of Agricultural Economics*, 46, 46-60.
- Bennett, R. M. (1997). Farm animal welfare and food policy, *Food Policy*, 22(4), 281-288.
- Berg, L. (2002). *Dyr er mer enn bare mat. Om synet på dyrevelferd i Norge. Oppdragsrapport nr.10*. Oslo: The National Institute for Consumer Research.
- Blokhuis, H. J., Jones, R. B., Geers, R., Miele, M. & Veissier, I. (2003). Measuring and monitoring animal welfare: Transparency in the food product quality chain, *Animal Welfare*, 12, 445-455.
- Buller, H. & Morris, C. (2003). Farm animal welfare: a new repertoire of nature-society relations or modernism re-embedded?, *Sociologia Ruralis*, 43(3), 216-237.
- European Commission (2005). *Attitudes of consumers towards the welfare of farmed animals. Special Eurobarometer 229, wave 63.2*. Brussels: DG SANCO.
- Fine, B. (1998). *The political economy of diet, health and food policy*. London: Routledge.
- Fischler, C. (1990). *L'omnivore*. Paris: Odile Jacob.
- Fischler, C. (1998). Le consommateur partagé. In: M. Paillat (ed.), *Le Mangeur et l'Animal*, pp. 143. Paris: Autrement.

- Franklin, A. (1999). *Animal and Modern Cultures: A Sociology of Human-Animal Relations in Modernity*. London: Sage.
- Green, K., Harvey, M. & McMeekin, A. (2003). Transformations of food consumption and production processes, *Journal of Environmental Policy and Planning*, 5(2), 145-163.
- Holm, L. & Møhl, M. (1994). *Kød i hverdagens madkultur*. Copenhagen: Research Institute for Human Nutrition.
- Hughes, D. (1995). Animal welfare: the consumer and the food industry, *British Food Journal*, 97(10), 3-7.
- Ingold, T. (1994). From trust to domination. An alternative history of human-animal relations. In: A. Manning & J. Serpell (dir.), *Animals and human society. Changing perspectives*, pp. 1-22. London, New York: Routledge.
- Kjærnes, U. (2005). Consumer Concerns for Food Animal Welfare. Part IB. Theoretical Framework. In: J. Roux & M. Miele (dir.), *Farm Animal Welfare Concerns. Consumers, Retailers and Producers. Welfare Quality Reports No. 1*, pp. 53-82. Cardiff: Cardiff University, School of City and Regional Planning.
- Kjærnes, U. & Guzman, M. (1998). *Menneske og dyr. En kvalitativ studie av holdninger til kjøtt. [Humans and Animals. A Qualitative Study of Attitudes towards Meat] Arbeidsrapport nr.6*. Oslo: The National Institute for Consumer Research.
- Kjørstad, I. (2005). Consumer Concerns for Food Animal Welfare. Part IA. Literature Reviews. In: J. Roux & M. Miele (dir.), *Farm Animal Welfare Concerns. Consumers, Retailers and Producers. Welfare Quality Reports No. 1*, pp. 3-53. Cardiff: Cardiff University, School of City and Regional Planning.
- Korthals, M. (2004). *Before Dinner. Introduction into Food Ethics*. Springer.
- Lavik, R. & Kjørstad, I. (2005). *Kjøtt, holdinger og endring 1997 til 2004. Oppdragsrapport nr.5*. Oslo: The National Institute for Consumer Research.
- Magnusson, M., Arvola, A., Koivisto Hursti, U. K., Åberg, L. & Sjødèn, P. O. (2001). Attitudes towards organic foods among Swedish consumers, *British Food Journal*, 103, 209-226.
- Magnusson, M. & Koivisto Hursti, U. K. (2004). Consumer attitudes towards genetically modified foods, *Appetite*, 39, 9-24.
- Méchin, C. (1998). La symbolique de la viande. In: M. Paillat (ed.), *Le Mangeur et l'Animal*. Paris: Autrement.
- Miele, M. & Parisi, V. (2001). L'etica del mangiare, i valori e le preoccupazioni dei consumatori per il benessere animale negli allevamenti: un'applicazione dell'analisi Means-end-Chain, *Rivista di Economia Agraria*,(1), 3-22.
- Poppe, C. & Kjærnes, U. (2003). *Trust in Food in Europe. A Comparative Analysis. Professional Report No.5*. Oslo: The National Institute for Consumer Research.
- Poulain, J. P. (1998). Mutations et modes alimentaires. In: M. Paillat (ed.), *Le Mangeur et l'Animal*. Paris: Autrement.
- Poulain, J. P. (2002). *Les Sociologie de l'Alimentation*. Paris: PUF.
- Roux, J. & Miele, M. (2005). *Farm Animal Welfare Concerns. Consumers, Retailers and Producers. Welfare Quality Reports No.1*. Cardiff: Cardiff University, School of City and Regional Planning.
- Singer, P. (1985). *In defence of animals*. Oxford: Basil Blackwell.
- Tovey, H. (2003). Theorising nature and society in sociology: the invisibility of animals, *Sociologia Ruralis*, 43(3), 196-215.
- Warde, A. & Martens, L. (1998). A sociological approach to food choice: the case of eating out. In: A. Murcott (ed.), *The Nation's Diet. The social science of food choice*, pp. 129-144. London, New York: Longman.

